CONFERENCE DES OING
CONF/PLE (2020)SYN2

REUNION DE LA CONFERENCE DES OING
Vendredi 16 octobre
9.30-12.00
Réunion en ligne
Rapport

1. Ouverture de la réunion par Anna Rurka, Présidente de la Conférence des OING

Anna Rurka a ouvert la deuxième partie de la réunion plénière avec un mot de bienvenue. Elle a souligné l'importance de la situation au Bélarus et son influence sur le fonctionnement de la société civile. Elle a également présenté deux documents – une résolution et une recommandation qui ont été soumises au vote en fin de réunion.

2. Nomination du Rapporteur de la réunion : Katarzyna Sokolowska et Rares Craiut

3. Le projet à l'ordre du jour – adopté

4. La situation politique au Bélarus et l'évolution du rôle de la société civile, présenté par Anna Rurka

Anna Rurka a présenté brièvement la relation entre le Conseil de l'Europe et le Bélarus. L'année dernière, le Comité des Ministres a adopté un plan de coopération entre l'institution et le pays. Le Bélarus est présent dans différents organismes internes du CoE apportant leur contribution. Le Bélarus apparait dans tous les documents du Conseil de l'Europe. La Conférence des OING a été activement impliquée depuis les dernières élections au Bélarus grâce à la proposition du Comité des Droits Humains. Après la discussion, des propositions de solutions pour soutenir la société civile au Belarus seraient bienvenues.
Grâce aux actions engagées par la société civile dans ce pays et l'évolution de sa mobilisation à long terme, il y a un véritable espace et une volonté claire de coopération de la part de la Conférence des OING. Jusqu'à présent les manifestations n'ont pas cessé. La Présidente de la Conférence des OING a souligné que la mobilisation de la société civile au Bélarus façonnera l'avenir du pays. Selon elle, la crise électorale inspirera la confiance envers les organisations du tiers secteur.

a. Le rôle démocratique de la société civile au Bélarus, avant, au présent et après l'élection présidentielle, par Andrei Yahorau – Président de la plateforme des ONG du partenariat oriental (EaP)

Dans son discours, Andrei Yahorau a souligné que les ONG ne reçoivent aucun soutien financier ou politique. Il y a eu quelques changements ces dernières années, comme le développement d'une plateforme de financement participatif ou encore la participation du secteur privé. La réaction du gouvernement face à la pandémie de la Covid-19 était inappropriée contrairement à la réaction de la société civile qui était très forte et positive. Premièrement, la mobilisation s'est poursuivie pendant les élections. La société civile a contrôlé la transparence des élections et de nombreuses personnes ont été mobilisées en tant qu'observateurs. Il a précisé que le Bélarus traverse une période difficile et que le soutien international est très important pour la société civile et pour les citoyens. De plus en plus de personnes s'impliquent d'avantage et cela doit continuer. La solidarité sociale a augmenté et des structures et mouvements différents se sont développés : des organisations locales, des organisations sociales, il y a trois groupes qui assurent un soutien physique et social aux personnes, des centres reliant des gens différents en réseau. Le nombre de personnes impliquées dans des milliers d'organisations différentes a augmenté. Les changements au sein des organisations publiques sont des moyens clés pour changer le monde de la société civile. Il y a des changements en cours dans les espaces publics, cette semaine il y a eu des marches organisées de personnes handicapées ou d'anciens prisonniers. Des gens s'efforcent de rétablir le sens normal des institutions publiques, par exemple le but des écoles c'est d'enseigner et non un instrument du pouvoir. Tous les groupes ont besoin de soutien dans le développement des compétences, d'une meilleure organisation et de financement. Nous devons soutenir les organisations autonomes depuis la base jusqu'au plus haut niveau de la société.

b. Le rôle des femmes dans le mouvement démocratique au Bélarus, par Stanislava Gusakova – l'Assemblée des ONG du Bélarus ('10)

Stanislava Gusakova a souligné que Sviatlana Tsikhanouskaya est un excellent exemple de leader politique féminine. Trois femmes fortes sont devenues des leaders au Bélarus – les supportrices de Sviatlana. Elles sont devenues des symboles de résistance au sein de l'opposition. Les autorités du Bélarus interdisent constamment les manifestations pacifiques. 200 femmes courageuses se sont rassemblées dans la rue, fleurs à la main. Auparavant, les autorités n'utilisaient pas la violence contre des femmes mais cela a changé. Les femmes qui manifestent dans les rues ont très peur pour leur vie, peur pour leurs familles ou peur d'être arrêtées, et elles se font harceler ou emprisonner. Des marches de femmes ont été organisées par différents groupes notamment par des mères ou des femmes LGBTQI+. Leur message était qu'il faut cesser la violence. Les autorités ont alors commencé à aller chez ces femmes actives. Elles deviennent maintenant reconnues comme mouvements politiques. Il y a une discrimination et une violation des Traités concernant les femmes, et jusqu'à présent 300 avertissements officiels ont été émis afin d'enlever leurs enfants aux familles et il y a eu un cas où une femme enceinte a été emprisonnée. Les femmes ont une très forte présence dans cette protestation, nous ne devons pas l'oublier. L'oratrice a souligné que nous ne pouvons pas exclure

les femmes de la protestation politique, que ce soit aujourd'hui ou à l'avenir. Les femmes actuellement en prison défendaient les droits des femmes.

c. Le rôle de la jeunesse et des étudiants dans le mouvement démocratique au Bélarus, par Dzmitry Herylovich – Président du Conseil national de la jeunesse du Bélarus (RADA)

Dzmitry Herylovich a évoqué la jeunesse qui joue un rôle important dans le processus de paix dans le pays. Les jeunes sont présents sur les campus et dans d'autres secteurs étudiants, et ils exigent de nouvelles élections libres. Ils veulent se mobiliser pour les droits des jeunes. Actuellement, 400 étudiants ont fait objet de poursuites et jusqu'à présent, plus de 100 ont été arrêtés. Un étudiant a été brutalement interpellé à l'université par la police. Les recteurs et doyens, qui soutiennent le Président, prennent parti en interdisant aux étudiants de manifester. Les arrestations brutales d'étudiants par les autorités dans les universités ont été un avertissement, mais ça n'a pas fonctionné – les jeunes n'ont pas renoncé. Les étudiants ont été menacés de renvoi de l'université par le doyen s'ils continuaient leurs manifestations. Ces actions se déroulent non seulement à Minsk mais aussi dans d'autres villes et universités. Le mouvement des étudiants est fort et nous, le Conseil National de la Jeunesse, le soutenons. Les actions des étudiants continuent quotidiennement. Cela attire beaucoup d'attention sur les syndicats étudiants et sur le Conseil National de la Jeunesse. L'Union de la jeunesse républicaine bélarusse (BRSM) est monopolisée et financée par le gouvernement, c'est un organisme dépendant. Ils ne peuvent pas exprimer leur opinion propre et doivent se conformer au gouvernement. RADA ne pouvait pas participer dans le processus de la création d'une stratégie pour la jeunesse, ils ne pouvaient que proposer des amendements. Ils ne savent pas comment persuader le gouvernement d'exprimer une volonté à les entendre enfin. Nous souhaitons exprimer notre solidarité à l'égard des étudiants et des mouvements de jeunes, convaincre le gouvernement de rencontrer des mouvements des droits de l'homme et apporter un soutien financier à la société civile. Nous aimerions partager des informations venant de sources démocratiques, et non contrôlées par le gouvernement.

d. L'état d'urgence et la transformation de la solidarité civique, par Alexey Leonchik, coordinateur du fonds de solidarité

Alexey Leonchik a présenté les fonds collectés pour couvrir les frais médicaux et le soutien des détenus. Depuis 2017, 70 000 personnes ont fait des dons mais la collecte continue. En août le record était de 30 000 dons en une seule journée pour des personnes torturées ou blessées. 50 pour cent des dons viennent du Bélarus et le reste de la diaspora. A cause des problèmes avec Internet dans le pays, les dons venant de la diaspora ont été interrompus. Beaucoup de personnes ont demandés à faire du bénévolat pour notre mouvement. C'est la première fois que tant de gens veulent faire des dons pour l'organisation et aider les autres. Ce mouvement de la part des gens est historique et il va continuer à se développer.

e. Les succès de la communauté internationale en réponse à la crise au Bélarus et les défis à venir à cet égard, par Ilya Nuzov – responsable du Bureau Europe de l'Est- Asie centrale de la FIDH

FIDH est une OING qui défend les prisonniers politiques. Depuis le mois de mai la situation des prisonniers politiques au Bélarus a changé. 30 personnalités politiques avaient été arrêtées, maintenant les prisonniers politiques sont plus de 90. Il y a très peu d'informations disponibles donc on ne peut pas être certains du chiffre exact. Un exemple est le cas de Wasna Rabkowa qui a été arrêtée pour avoir apporté de l'aide juridique à des personnes. D'autres personnes ont été arrêtées pour fraude fiscale, interprétation juridique, par le seul fait qu'elles ont réclamée un procès équitable. Aucun d'eux ne bénéficiera d'une audience libre. Les avocats et les personnes qui veulent soutenir des citoyens pour audience libre sont harcelés et menacés. Nous avons besoin de mobiliser la communauté internationale et appeler les leaders politiques à en délibérer. Il y a une forte mobilisation de la part des organisations internationales. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a déjà réagi, des actions ont été initiées de la part de l'OSCE et des sanctions de l'UE ont été adoptées. Certaines mesures ont aussi été prises par des ONG. L'un des défis qui se posent actuellement est que les autorités ne réagissent pas, ou ne semblent pas réagir. La situation s'est un peu améliorée grâce aux actions internationales, sans elles cela aurait été pire. L'orateur a souligné qu'ils sont à court d'idées et d'instruments juridiques. Ils ne savent pas exactement comment coordonner les différentes actions des différentes institutions, et l'avenir est incertain. Ilya Nuzov remercie tout le monde pour leur soutien et espère qu'il y aura une continuité. Il est important d'impliquer d'autres acteurs et il y a un besoin urgent à s'engager dans des actions humanitaires.

f. La participation civile à la réforme constitutionnelle en cours, par Hanna Asipovich – experte en politiques publiques et consultante

Le discours d'Hanna Asipovich s'est porté sur les réformes constitutionnelles. Elle a commencé en disant qu'aucun délai n'est fixé pour des changements de la Constitution. Les propositions soumises n'ont jamais été rendues publiques. Une réforme constitutionnelle a été lancée, mais qui peut participer au processus n'est pas clair et la société civile n'a pas été invitée. Il y a un vrai besoin de créer un environnement sûr, la liberté est à présent supprimée. Elle a présenté les conditions nécessaires à un pays démocratique pour impliquer la société. A l'heure actuelle, nous devons assurer des conditions minimales. La société n'a pas confiance en la réforme constitutionnelle en cours. Une plateforme de vote en ligne a été lancée et fonctionne, mais demeure la question de savoir si les autorités doivent poursuivre cette réforme constitutionnelle, car celle-ci ne doit pas être exclusive. Il convient de souligner l'importance de l'implication active des organisations publiques dans les réformes. Le nombre d'ONG enregistrées au Bélarus est très faible. Les organisations qui ne sont pas enregistrées, mais qui sont néanmoins actives, ne doivent pas être exclues. Des actions locales cherchent des moyens de s'impliquer. La plupart des plateformes de financement participatif au Bélarus ont été fermées donc les ONG ont encore plus de difficultés pour recevoir des fonds. L'oratrice a également souligné que la réforme constitutionnelle doit être structurée, inclusive, évaluée et contrôlée.

g. Oleg Kozlovsky – Amnesty International

Oleg Kozlovsky a évoqué la violence policière et le manque de procédures judiciaires indépendantes. La communauté internationale doit soutenir la dynamique et diverse société civile qui est exposée à ces violations. Il y a des ONG et des organisations internationales sur le terrain qui collectent des données concernant les actes de torture, qui recueillent des dossiers médicaux et qui documente les violations. Au cours du dernier mois, l'OSCE et le Conseil des droits de l'homme ont commencé à enquêter sur les violations des droits de l'homme. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a également lancé des enquêtes similaires. La Conférence des OING est aussi un organisme important pouvant apporter un grand soutien et lancer sa propre enquête. On ne sait pas quand l'État du Bélarus mènera une enquête approfondie sur ces violations et engagera des poursuites.

La Présidente invite les représentants d'états inscrits, qui sont le Portugal, la Slovénie, le Bélarus, la Norvège, la Turquie et la Russie, à préparer des éventuelles questions ou réactions pour la session de questions-réponses.

h. <u>Discussion initiée par Cyril Ritchie, Président d'honneur du Conseil d'experts sur le droit des ONG et Gerhard Ermisher, Vice-Président de la Commission de la Conférence des OING DSCGC ('15)</u>

   Session de Questions-Réponses ('15)

Gerhard Ermisher a indiqué qu'il est très difficile de mettre en adéquation le peu de moyens que nous avons avec les grands sacrifices que font le peuple et la société civile du Bélarus, qui le payent souvent de leur vie. Il y a des convergences sur le soutien nécessaire, évoqué par des intervenants tels que des spécialistes techniques, le besoin d'améliorer la qualité du mouvement par l'éducation civique, de favoriser une participation civile plus active. La demande de fonds pour la société civile est aussi notée. Cette demande ne s'applique pas uniquement à la société civile mais s'adresse également aux gouvernements qui doivent s'engager à soutenir la transition démocratique au Bélarus. Enfin, la demande ou le soutien pour la collecte et la garde de données – avec le soutien des ONG à l'étranger qui peuvent sécuriser les données jusqu'au moment propice. Il faut que de telles atrocités ne restent pas impunies. Nous, en tant que société civile, pouvons pousser notre gouvernement à agir. La demande à la société civile du Bélarus : veuillez indiquer le plus clairement possible comment la Conférence des OING peut aider.

Revenant sur les commentaires et déclarations des intervenants, Cyril Ritchie demande comment la Conférence des OING peut aider à transformer les écoles en institutions d'éducation civique, plutôt qu'en moyen de contrôle idéologique ? Comment pourrions-nous être utiles sur le projet à long terme ? Cyril Ritchie demande également s'il est possible de connaitre le nombre d'étudiants impliqués dans les manifestations et comment favoriser une meilleure participation. Aussi, y a-t-il un intervenant qui peut s'exprimer sur la possibilité d'observateurs externes ? Y a-t-il des idées sur comment nous pourrions obtenir une coopération de la part des journalistes ? Comment toucher les citoyens du Bélarus qui ne sont pas dans les rues ? Pourrait-on avoir plus d'informations concernant la grève générale qui a été mentionnée ? Nous, la Conférence, nous réjouissons à l'idée du soutien renouvelé de la société civile du Bélarus et sur le fait que la session de décembre peut grandement contribuer.

5. Projet de Recommandations à l'appui de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul), présentée par Anne Negre - Vice-Présidente en charge de l'égalité

La Convention d'Istanbul a été rédigée pour traiter des violences à l'égard des femmes et de la violence domestique. Des milliers de femmes meurent chaque année suite aux violences physiques commises par leurs maris ou leurs conjoints. Les enfants en sont témoins et sont aussi des victimes. Cette violence a augmenté pendant le confinement dû à la Covid-19. Le projet de Recommandations a pour but d'appuyer la Convention d'Istanbul. Certains pays sont dans l'incertitude quant à la Convention. Dans le projet de Recommandations, le paragraphe commençant par "déplorant" est à présent modifié et en ligne. Merci à toutes les ONG ayant travaillé sur ce projet !

La Commission Permanente a voté en faveur de la Recommandation.

Résultat du vote (par Chat) de la Conférence des OING : Aucun vote contre. Une abstention. La Recommandation est adoptée.

6. Résolutions sur l'accès aux technologies numériques et la responsabilité des États-membres ('10), présentée par Claude Vivier Le Got – Présidente de la Commission Éducation et Culture de la conférence des OING au Conseil de l'Europe

Claude Vivier Le Got a expliqué que cette résolution a été lancée par un groupe de citoyenneté numérique géré par Karl Donert. Nous rappelons aux états le besoin d'avoir accès à la technologie numérique et à la culture numérique. Cette résolution a fait l'objet de discussion et de modifications par 30 OING. Nous estimons que cet accès est crucial pour les citoyens et si les gouvernements ne prennent pas cela au sérieux, le fossé numérique et social ne fera que se creuser et éventuellement atteindre un point de non-retour. Nous aimerions que le Conseil de l'Europe prenne position de manière plus dynamique à ce sujet, surtout en ce qui concerne les groupes marginalisés.

Résultat du vote (par Chat) de la Conférence des OING : Pas d'abstentions et pas d'oppositions. La résolution est adoptée.

7. Dates de la deuxième partie de la session d'automne – 15-16 décembre 2020